



EXTRAIT DE PÉTITION
(Conforme au Règlement)

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 6 191 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

CONSIDÉRANT QUE depuis 2008, le gouvernement du Québec octroyait au ministre de la Justice le titre de ministre responsable de la lutte contre l'homophobie;

CONSIDÉRANT QUE le Québec est reconnu à l'international comme un leader dans la défense des droits des personnes 2SLGBTQIA+ et que cette reconnaissance demande un travail constant et soutenu pour la renouveler;

CONSIDÉRANT QUE le gouvernement a réitéré en 2022 son engagement à poursuivre les efforts pour vaincre l'homophobie et la transphobie;

CONSIDÉRANT QUE sans préavis et sans consultation auprès des communautés 2SLGBTQIA+, la responsabilité de la lutte contre l'homophobie et la transphobie a été attribuée au Secrétariat à la Condition féminine plutôt qu'au ministre de la Justice, et que le libellé de ministre responsable a été abandonné;

CONSIDÉRANT QUE cet état des faits constitue un recul majeur pour la défense des droits des personnes 2SLGBTQIA+, alors que la discrimination et la violence homophobes et transphobes persistent au Québec;

CONSIDÉRANT QUE la nomination d'un ou d'une ministre responsable de la lutte contre l'homophobie et la transphobie est pressante, le Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2023-2028 devant être adopté cette année par l'Assemblée nationale.

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

Nous, signataires, demandons au gouvernement du Québec :

- de nommer immédiatement un ou une ministre responsable de la lutte contre l'homophobie et la transphobie;
- de lui octroyer tous les pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de son mandat ;
- d'assurer la juste et sincère collaboration des autres ministres pour l'accomplissement de son mandat.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.

Jennifer Maccarone
Députée de Westmount–Saint-Louis

9 mai 2023

Date de signature de l'extrait